

**Syndicat Mixte  
Agence Landaise  
Pour l'Informatique**

# **RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNÉE 2013**

# **Situation administrative du Syndicat Mixte ALPI**

Le Syndicat Mixte a été créé par arrêté de M. le Préfet des Landes en date du 31/12/2003. Il comprend au 31/12/2013, 540 collectivités landaises dont :

- 320 Communes
- 25 Communautés de communes dont deux Communautés d'Agglomération
- Des établissements publics locaux et départementaux : CCAS/CIAS/EPHAD/SIVOM/SIVU/SIETOM/SICTOM/ASA
- Le Conseil Général des Landes
- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat
- L'Office Public de l'Habitat, le Centre de Gestion, le Centre Hospitalier de Dax, l'ADACL, le SDIS, le SYDEC et le Conservatoire des Landes.

Une Assemblée Générale a eu lieu le 18 avril 2013, 4 réunions du Comité Syndical se sont tenues en 2013 au cours desquelles 56 délibérations ont été adoptées.

Dans le cadre de l'amélioration de la communication avec les adhérents, deux lettres d'information ont été adressées aux collectivités mais aussi un classeur complet présentant l'ALPI et l'ensemble des services (ce dernier sera mis à jour en 2014).

Cette année a également permis de rédiger et d'envoyer un règlement d'utilisation des services de l'ALPI, récapitulant toutes les questions juridiques qui lient l'ALPI et ses adhérents. De plus une charte informatique a été élaborée pour l'utilisation des moyens informatiques par les agents, charte qui a reçu l'aval du CTP du Centre de Gestion.

Le Comité Syndical actuel comprend 22 membres :

## **Représentants du Conseil Général des Landes : (délibération du Conseil Général des Landes en date de 2010) :**

- Henri EMMANUELLI, conseiller général du canton de Mugron
- Xavier FORTINON, conseiller général du canton de Mimizan
- Jean-Louis PEDEUBOY, conseiller général du canton de Sabres
- Bernard SUBSOL, conseiller général du canton de Tartas Ouest
- Alain DUDON, conseiller général du canton de Biscarrosse

## **Représentants des communes :**

- Jean-Jacques CARRAU, maire de Tilh
- Yves GUEDO, maire de Sainte-Eulalie-en-Born
- Geneviève FRADIN, maire d'Aubagnan
- Serge GLEYZE, maire de Sarbazan
- Francis DESBLANCS, maire de Cazères-sur-l'Adour
- Roselyne LACOUTURE, maire de Bas-Mauco
- Jacques LAMOTHE, maire de Saint-Paul-en-Born
- Nathalie BORDENAVE-CAU, adjointe au maire de Saint-Cricq-Villeneuve
- Marie-Pierre SENLECQUE, maire de Le Sen
- Dominique CAZAUX, maire de Cère

## **Représentants des Communautés de communes :**

- Christian BERTHOUX, représentant la Communauté d'agglomération du Grand Dax
- Jean-Claude DUIZABO, représentant la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud
- Marc LATASTE, représentant la Communauté de communes de Montfort-en-Chalosse

## **Représentants des établissements publics locaux, départementaux ou autres :**

- Pierre CERAN, représentant le CCAS de Soustons

- Jean-Claude DEYRES, représentant le Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes
- Jean-Marie SAUBANERE, représentant le CIAS du Pays Tarusate
- François SALLIBARTAN, représentant l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales

L'organigramme de l'ALPI est le suivant :

**Président** : Henri EMMANUELLI, Président du Conseil Général

**1<sup>er</sup> Vice-président** : Xavier FORTINON, Conseiller Général de Mimizan

**2<sup>ème</sup> Vice-président** : Roselyne LACOUTURE, Maire de Bas-Mauco

**3<sup>ème</sup> Vice-président** : Jean-Jacques CARRAU, Maire de Tilh

**Directeur** : Renaud LAGRAVE

**Pôle administratif :**  
**Responsable du pôle**

Cécile LAFFARGUE  
Maryse GOYENETCHE  
Marjorie DUVIELLA-DESCAZEUX  
Pascale DAUGREILH (Maison des Communes)

**Pôle assistance :**  
**Responsables du pôle**

Denis SAINT LEZER  
Béatrice TAILLÉ  
  
Florence REVELLY  
Nabila EL HOSSINI  
Mélanie COIFFARD  
Jean-François CABANNES  
Cyril DESGROISILLES  
René GUILHEMSANG  
Jean-Sébastien BONNIN  
Guillaume BOUGUE  
Sylvain ETCHEGARAY  
Olivier DUPLÉ  
Xavier LARREZET  
Lise MARUNE  
Catherine MIREMONT  
Pierre LESGOURGUES  
Patrice LAFOURCADE  
Antoine BAILLET

**Pôle formation :**  
**Responsable du pôle**

Laurent LABADIE  
Frédéric ESTIVALS  
Sandrine DEVIÈGE

**Pôle e-administration :**  
**Responsable du pôle**

Renaud LAGRAVE  
Denis BREVET  
Christelle LARA  
Damien GUIRLES  
Didier ROBINO  
Karène BASSOMPIERRE  
Guillaume BOULOM  
Pascale SÉRÉ  
Élodie PIZET  
Mélanie ROBIN  
Mickael BOUDAUD

# Pôle formation

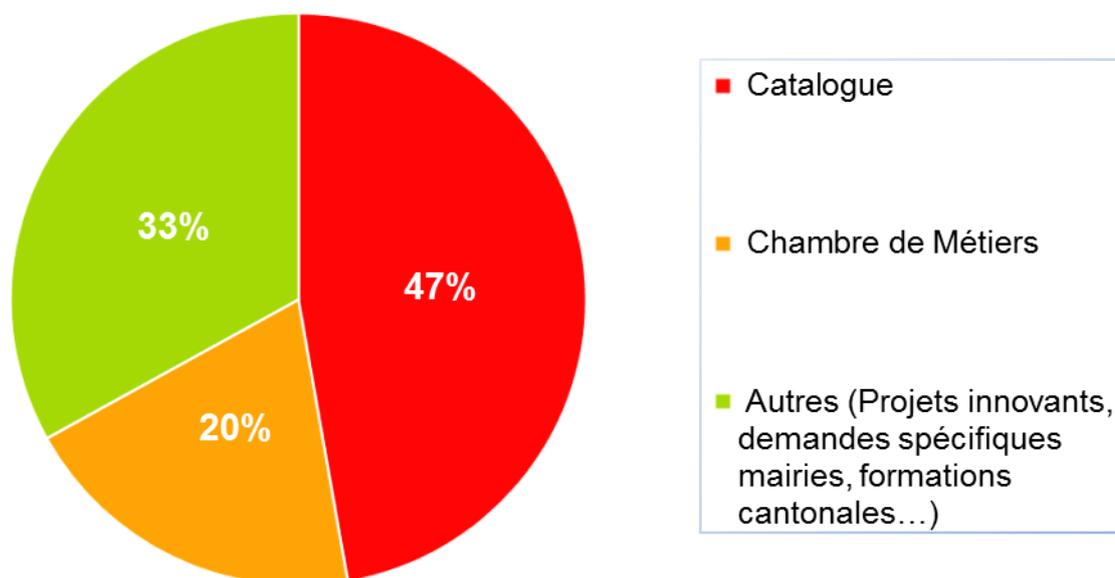
Organisme de formation agréé depuis 1986, le Pôle formation de l'ALPI a continué son travail en direction des collectivités et des partenaires traditionnels comme la Chambre de Métiers ou le Conseil Régional. Il aura proposé cette année :

**249 sessions soit 381 jours de formation pour près de 3470 stagiaires (+30%).**

Répartis entre :

- **167 sessions (180 jours)** dans le cadre du catalogue ; dont **26 sessions** (26 jours) sur les logiciels métiers **HOL Etat-Civil, AFI GRH, AFI PAYE, APOLOGIC, et ORPHEE**.
- **33 sessions de formation (75 jours)** pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Landes.
- **7 sessions (70 jours)** dans le cadre de la convention sur les projets innovants pour les demandeurs d'emploi avec le Conseil Régional d'Aquitaine.
- **29 sessions** (43 jours) pour des demandes en formations spécifiques.
- **9 formations cantonales** (9 jours) sur le système de déclaration et suivi d'incidents en ligne Isilog proposé par l'ALPI.
- **4 sessions** (4 jours) sur le portail Média Landes pour les médiathèques du département.

## Nombre de jours de formation proposé



À noter que les communes de Mont-de-Marsan, Mimizan et Aire-sur-l'Adour, puis le Conseil Général des Landes, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, le Centre départemental de l'enfance, l'AFASEC, l'IUFM des Landes, l'HAD-Landes ont fait appel à l'ALPI pour organiser des stages intra collectivité pour leurs besoins propres.

Il est rappelé que **les formations sont illimitées et accessibles à l'ensemble des agents, quels que soient leurs statuts, mais aussi aux élus**. À noter que de plus en plus de collectivités importantes en nombre d'agents, utilisent ce service de l'ALPI pour procéder à des mises à jour de connaissances dans le cadre de formations élaborées avec elles.

Cette année a également été l'occasion de lancer le dialogue compétitif pour créer une plateforme de formation en ligne (FOAD) prévue pour le mois d'octobre 2014.

# **Pôle Assistance**

## 1. Service Logiciels

L'équipe logicielle a répondu à 7 246 appels et organisé près de 150 jours de formations individuelles et collectives. Une augmentation des appels par rapport à 2012 est à noter en raison notamment :

- des premiers tests de dématérialisation comptable (PES V2),
- du premier déploiement de la dématérialisation budgétaire avec la Préfecture (TOTEM),
- de la dématérialisation de l'envoi des listes électorales auprès de la Préfecture,
- de la migration vers le nouveau logiciel de paie en version web,
- des nouveaux adhérents sur le service logiciel.

### **Logiciel de paie :**

Le logiciel de paie est celui qui provoque le plus d'appels, du fait des changements réglementaires réguliers et de la migration vers la nouvelle version web (version qui inclut une gestion des absences et des carrières complètes), ainsi qu'un module de gestion de suivi de la formation des agents. Le déploiement sera terminé en octobre 2014 et nous achèverons la mise en place du module de simulation budgétaire.

### **Gestion de la dette et de la trésorerie :**

Pour les structures disposant du logiciel CIRIL, l'ALPI distribuait un logiciel de dette de la société SAGE. Ce logiciel n'apportant pas satisfaction, un nouveau marché a été lancé. La société SELDON, avec le logiciel WINDETTE, a été retenue. Ce nouveau logiciel inclut la gestion de la dette garantie, ainsi que les lignes de trésorerie et les instruments de couvertures.

Il comprend également une gestion complète de la trésorerie en liaison directe avec les données du comptable.

### **Dématérialisation :**

- Dématérialisation des listes électorales

L'année 2013 est la dernière année où chaque Préfecture demande son format personnalisé de fichiers d'export. Cosoluce, notre éditeur de logiciel des élections, a gracieusement apporté les modifications demandées entre 2012 et 2013.

L'ALPI a fourni à tous ses adhérents (y compris à ceux qui n'avaient pas Cosoluce) le serveur de dépôt des listes pour la Préfecture.

- TOTEM

TOTEM est l'application utilisée pour la dématérialisation des budgets vers la Préfecture. Ce logiciel est fourni gratuitement par le Ministère avec une documentation en ligne, mais sans aucun interlocuteur pour gérer les problèmes d'installation et d'utilisation.

L'ALPI a donc pris en charge cette mission. Pour les collectivités ayant CIRIL, une participation a été demandée pour le paramétrage du logiciel, l'éditeur nous ayant facturé la formation et le paramétrage initial. Cosoluce n'ayant rien facturé, nous n'avons demandé aucune participation nouvelle.

- PES V2 ou dématérialisation des écritures budgétaires

Au 31 décembre 2014, toutes les collectivités devront basculer sur ce nouveau protocole d'échange avec la trésorerie qui remplace INDIGO.

L'obligation à cette date porte uniquement sur les écritures (mandats et recettes) mais il est fortement conseillé de dématérialiser au même moment la signature des bordereaux et les pièces jointes.

En 2012, l'ALPI avec la Trésorerie Générale a effectué des réunions cantonales d'information.

EN 2013, les premiers tests ont été faits et des mairies comme Meilhan, Souprosse et Pontonx sur l'Adour sont en production.

## **Les groupes utilisateurs :**

L'équipe logicielle a mis en place 2 groupes utilisateurs concernant :

- le logiciel de gestion des bibliothèques (C3RB)
- les logiciels de gestion pour les CCAS et CIAS (APOLOGIC)

D'autres groupes d'utilisateurs seront mis en place dans les meilleurs délais, et des listes de diffusion et de discussions seront créées par logiciel, afin de pouvoir échanger avec et entre l'ensemble des utilisateurs.

## 2. Service matériel

Pour l'assistance matérielle, le nombre d'appels issus d'Isilog (logiciel de gestion de la hotline) s'élève à 2 794 pour l'année 2013. Les interventions auprès du Conseil Général et ses structures atteignent le nombre de 630, soit un total de 3 424 interventions.

Cette légère augmentation des demandes d'interventions s'explique par un nombre croissant d'ordinateurs mis en place dans les structures, ainsi que le renouvellement des postes existants.

Le logiciel de gestion de Hotline Isilog est en place et utilisé depuis 2012. Nous rappelons que chaque adhérent, via un accès privatif au portail web du logiciel, doit formuler une demande de service, peut suivre l'évolution d'un incident et valider la clôture d'une intervention.

Notre campagne d'étiquetage du matériel en contrat de maintenance, afin de disposer d'une base de maintenance professionnelle, touche à sa fin.

La Centrale d'Achat, réservée aux adhérents de l'ALPI, a enregistré 730 commandes pour l'année 2013, ce qui démontre bien que cette plateforme répond aux besoins de nos adhérents. Un marché public a été lancé en 2014 pour la renouveler.

Le marché pour la location de tablettes tactiles a été lancé fin 2013 et il est opérationnel depuis le printemps 2014.

Afin de finaliser le nouveau service de « **sauvegarde à distance** », l'ALPI a acquis et mis en place dans sa Salle Blanche une solution permettant d'externaliser la sauvegarde des données, mais aussi la récupération à tout moment et en temps réel de ces mêmes données en cas de sinistre, de perte ou de vol. L'outil choisi est une solution professionnelle « EMC AVAMAR ». La période de tests s'est clôturée en novembre, la solution complète est en exploitation depuis décembre 2013.

À ce jour, plus de deux terra-octets sont sauvegardés par ce nouvel outil pour 59 adhérents.

Pour rappel, l'arrêt d'exploitation de l'ancienne méthode est programmé le 31 juillet 2014.

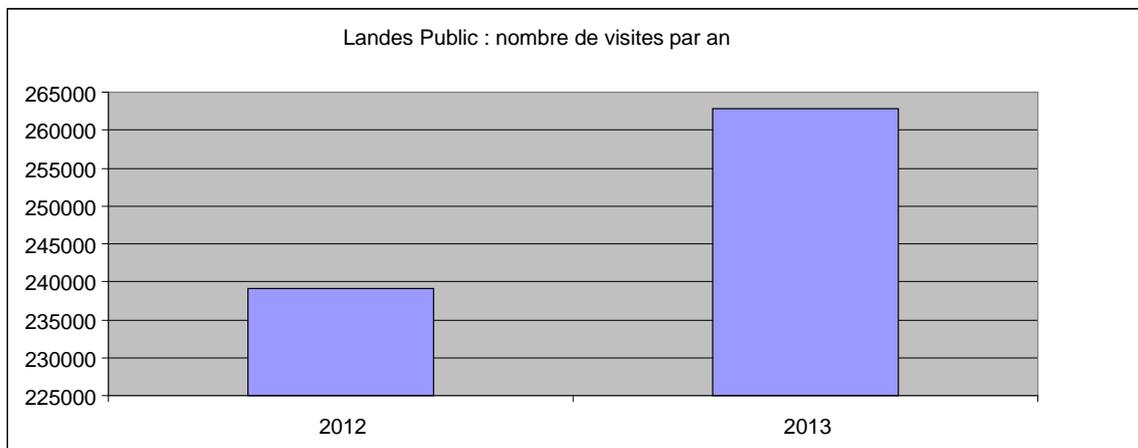
Dans un souci d'amélioration du service, nous avons doublé notre vitesse d'accès Internet au niveau de notre salle informatique : l'ALPI dispose maintenant d'un accès en fibre optique à 40 mégas. Nous attirons l'attention sur l'intérêt de disposer de connexions professionnelles et sécurisées à Internet, avec des débits garantis. En effet, de plus en plus de ressources sont maintenant hébergées à distance.

Dans les prochains mois, plusieurs sujets sont programmés : la migration de la nouvelle version du pack antivirus et le renouvellement des 1 500 ordinateurs portables à la location dans les écoles.

# Pôle Administration électronique

## 1 - L'extranet départemental : Landespublic :

### - La fréquentation



**La fréquentation** a été en progression en 2013 (262 770) par rapport à 2012 (239 092).

LandesPublic dispose également d'une page Facebook depuis novembre 2013, qui compte pour l'heure près de 300 abonnés.

### **Les Nouveautés**

L'année 2013 a été consacrée à la refonte de l'Extranet départemental. Cette nouvelle version du portail offre plus de convivialité que la précédente, en adéquation avec les nouvelles habitudes des internautes.

Tout en gardant sa thématique unique (le service public dans les Landes), la ligne éditoriale a évolué, faisant plus de place au monde de l'Entreprise et au grand public.

Aujourd'hui, pour chaque profil (Collectivités, Entreprises, Particuliers), un espace « Services » est proposé, structuré par thèmes (Emploi, formation, famille, transports, logement, aides, etc.). Des barres d'accès rapide contextuelles permettent de parvenir facilement aux principaux « e-services ».

Une des fonctions de LandesPublic plébiscitée par ses visiteurs reste l'annuaire des collectivités et des élus. Celui-ci a été grandement amélioré, puisque accessible à présent en un seul point, et doté d'un moteur de recherche unique et puissant. Ajoutons qu'une dimension supplémentaire « Services » a été rajoutée, ainsi que de nombreux organismes qui n'étaient pas référencés jusqu'ici.

La dimension cartographique a été particulièrement soignée, elle fait appel au format SVG, à base de coordonnées vectorielles stockées en base de données, en format libre, et compatible avec n'importe quel terminal.

Web 2.0 oblige, les réseaux sociaux font bien entendu partie intégrante de cette nouvelle version. Par ailleurs, un soin particulier a été apporté à l'accessibilité.

Bien sûr, les collectivités retrouvent elles aussi leurs outils habituels, mais avec quelques améliorations. C'est notamment le cas de la messagerie, qui se présente maintenant sous l'interface « Zimbra », bien plus adaptée que l'ancien Webmail qui était vieillissant...

L'information, et notamment la veille, bénéficie désormais d'un accès thématique et d'un moteur de recherche aux multiples options...

Les migrations des sites de l'Association des Maires des Landes, de l'Office Public de l'Habitat, du SDIS et du Conservatoire des Landes se feront petit à petit dans les prochains mois.

## **2 – La Web-TV :**

Plus de 100 vidéos ont été réalisées depuis la création de la Web TV fin 2009 (dont une vingtaine en 2013). Elles ont été visionnées en ligne 125 000 fois.

Le portail commun entre LandespublicTV et XLTV a permis de mieux faire connaître nos reportages, qui sont par ailleurs utilisés pour promouvoir les expériences landaises dans des réunions nationales.

Sous la direction de la journaliste de la Web TV, les différents pôles de l'ALPI travaillent actuellement à la refonte totale de notre site internet, qui proposera essentiellement des informations pratiques, afin de satisfaire au mieux leurs attentes.

## **3 - Dématérialisation des marchés publics :**

En ligne depuis le mois de janvier 2005 pour répondre aux obligations légales, cette plateforme est utilisée par de nombreuses collectivités pour ses services innovants, comme le Conseil Général des Landes, l'Office Public de l'Habitat, le SYDEC, le SDIS, les Mairies de Mont-de-Marsan, Saint-Paul-lès-Dax, Tarnos, Saint-Pierre-du-Mont, les Communautés d'Agglomération du Marsan et du Grand Dax, l'Hôpital de DAX.

Pour rappel, la plateforme considérée comme « profil d'acheteur » permet la publication des avis de marchés, la mise en ligne des dossiers de consultation et la réception de réponses électroniques.

Voici les principaux chiffres à retenir pour l'année 2013 :

Nombre de collectivités adhérentes au service :	428
Nombre d'annonces :	2 506
Nombre de DCE téléchargés (hors anonyme) :	33 179
Nombre de réponses électroniques :	<b>963</b>
Nombre d'entreprises enregistrées :	<b>9 384</b>

Par rapport à l'année 2012, le nombre de collectivités utilisatrices de la plateforme a augmenté d'une vingtaine. Le nombre de téléchargements reste stable mais on constate une forte hausse de réponses électroniques.

## **4 - Dématérialisation du contrôle de légalité (ACTES) :**

Dans le cadre de l'Administration électronique, les services de l'État, notamment le Ministère de l'Intérieur, ont mis en place un programme dénommé ACTES REGLEMENTAIRES et BUDGETAIRES. La plateforme de télétransmission des actes est homologuée par le Ministère depuis 2007 et l'ALPI est « Autorité Déléguée d'Enregistrement pour la délivrance de certificats électroniques ».

L'ALPI a délivré cette année des certificats RGS \*\* (authentification forte, remis en main propre et délivrés sur une clé USB) à l'ensemble des collectivités adhérentes à ce service.

À ce jour, 325 collectivités ont un accès à la plateforme et beaucoup d'entre elles ont procédé à la dématérialisation des documents budgétaires avec l'utilisation du format XML.

Cette dernière plateforme a été homologuée pour HELIOS PSV2.

Depuis le début de l'année, le nombre de transactions est de 17 806.

## **5 - Portail Environnement Numérique du Travail : L@ndesecoles :**

Depuis la mise en place il y a 5 ans de l'ENT ICONITO, de nouveaux acteurs sont apparus sur le marché avec des produits plus évolués et plus adaptés au premier degré. A la suite de nombreux soucis techniques ainsi que la perte de données qui ont impacté la rentrée scolaire 2012, il fallait rétablir la confiance des utilisateurs de l'ENT. Dans le cadre d'un nouveau marché public, l'ENT BeneyluSchool de l'éditeur Pixel Cooker remplace depuis Août 2013 l'ancienne plateforme ICONITO.

L'ensemble des données (comptes et données des médiathèques) a été récupéré et de nouvelles écoles se sont rattachées au service, portant le nombre à 340 (+ 23 écoles en 2013). La connexion avec le Livret Numérique CERISE a été mise en place le 27 Janvier 2014, 214 écoles utilisent l'ENT pour envoyer les informations saisies dans l'ENT vers CERISE.

La mutualisation des services a permis à l'ALPI de signer une convention avec le CDG47 pour l'utilisation de l'ENT. 34 écoles du Lot et Garonne utilisent actuellement ce service et d'autres départements souhaitent nous rejoindre dans les prochains mois.

Une phase de test débute en mai pour l'interconnexion et l'utilisation de l'Annuaire Fédérateur du rectorat de Bordeaux permettant la mise à jour automatique des comptes utilisateurs (élèves, enseignants, etc.).

Par ailleurs, une connexion entre Médialandes (portail de la lecture publique dans les Landes) et Landesécoles est testée en ce moment afin de pouvoir insérer des contenus, après l'ajout cette année de l'encyclopédie Universalis.

## **6 - Archivage électronique : ARCHILAND :**

L'année 2013 a vu les premières collectivités adhérer au service Archiland : 30 demandes d'adhésions au service ont été faites.

Pour chaque adhérent, de nombreuses réunions (d'initiation, de lancement de projet, d'organisation, etc.) doivent être planifiées afin de pouvoir paramétrer l'outil selon le fonctionnement de la collectivité. Les délais de paramétrages varient beaucoup d'un adhérent à un autre (principalement selon sa taille et le nombre de services).

Les paramétrages se sont d'abord déroulés sur les serveurs de test afin de vérifier les fonctionnements des versements des différents profils entre la GED (Gestion Électronique de Documents) et le SAEI (Service d'Archivage Électronique Intermédiaire). Ces tests se sont étendus sur toute l'année et les premiers paramétrages en production viennent d'être réalisés sur 3 collectivités « pilotes ».

Avant la mise en production, la plateforme a nécessité la mise à jour des serveurs SAEI.

## **7 - Logiciel de suivi des interventions : ISIOLOG :**

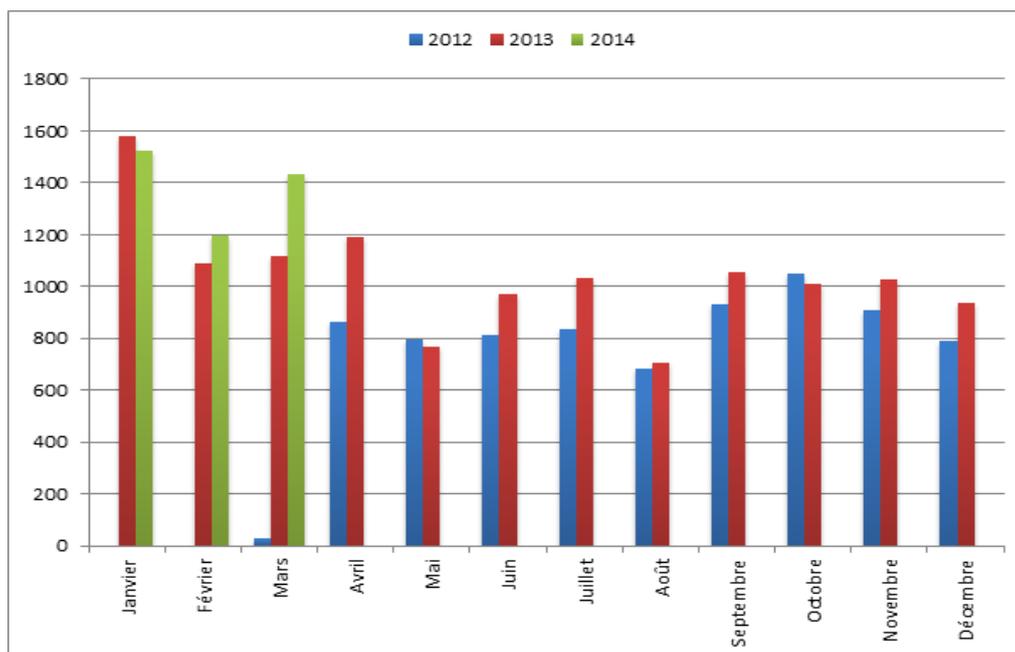
Pour rappel, ISIOLOG est un outil de suivi et de gestion d'incidents déposés par les adhérents de l'ALPI. Cela permet aux adhérents d'avoir une traçabilité de leurs demandes d'interventions ainsi qu'une meilleure gestion des incidents déposés au niveau des agents de l'ALPI.

Les principales statistiques pour cette année sont les suivantes :

### **Nombre d'appels par pôles en 2013**

Pôle assistance	Service logiciels	7 246
	Service matériel	2 794
Pôle e-administration		2 058
Pôle Formation		95

Évolution du nombre d'appels :



Sur 3 147 comptes créés dans Isilog, 354 se sont déjà connectés pour déclarer un incident depuis la plateforme. L'utilisation de l'outil ISILOG évolue doucement auprès des adhérents mais reste encore peu sollicité. Il est en revanche systématiquement employé par le personnel de l'ALPI, ce qui nous permet d'obtenir des statistiques précises sur le nombre d'incidents déclarés, le temps de traitement, le type de demandes, etc.

Une nouvelle version de l'outil devrait être déployée au cours de l'année 2014.

### **8 - Correspondant informatique et libertés (CIL mutualisé) :**

À ce jour, 19 collectivités ont adhéré à cette prestation. Un agent de l'ALPI est le correspondant pour les collectivités adhérentes à cette dernière : on parle donc de correspondant informatique « mutualisé ».

Pour rappel, les principales missions du CIL sont :

- la mise en conformité de la structure à la loi informatique et libertés (rapports avec la CNIL),
- la mise en place du registre des traitements obligatoires pour les collectivités,
- l'élaboration du bilan annuel d'activité.

L'avantage d'avoir un CIL dans une collectivité ou mutualisé, est non seulement la mise en conformité juridique, mais aussi l'allègement des déclarations simplifiées et normales de fichiers auprès de la CNIL.

Projet :

- Proposition d'une charte informatique type pour les collectivités adhérentes à ce service pour l'utilisation des moyens informatiques par les agents et les élus,
- Développement d'un logiciel libre « web cil » (logiciel multi collectivités) par l'ADULLACT qui va permettre de créer les registres, de faire les suivis et les bilans.

### **9 - Mise en place d'un logiciel de suivi des subventions :**

Le 2 janvier 2013, l'outil de gestion de subvention était en production au Conseil Général des Landes. La récupération des données s'est faite au cours de l'année selon les différents outils utilisés dans les diverses directions du Conseil Général. Un gros travail de compilation de données a été nécessaire avant de pouvoir les importer dans le logiciel PROGOS. Ce travail de migration se poursuit en 2014.

L'outil est mis en place dans 13 directions réparties en 25 services, soit 120 utilisateurs qui ont accès à cet outil. Il est essentiellement utilisé pour la saisie et le suivi des aides versées. Son module « tableau

de bord » permet de fournir des statistiques détaillées sur toutes les informations présentes dans le logiciel.

2 modules complémentaires devraient être intégrés au cours de l'année : le module de gestion de bourse et le module de maîtrise d'ouvrage.

## **10 - Webpublic40 :**

### **Adhérents :**

À ce jour, 139 adhérents font confiance à l'ALPI pour la réalisation de leur site Internet.

Ils se répartissent ainsi :

- 92 Communes : 10 nouveaux sites en 2013,
- 16 Communautés de communes moins une : résultat de la fusion de la CC du Gabardan et du Pays de Roquefort,
- 31 Syndicats, GIP, associations et divers : 3 nouveaux sites : Comité Départemental du Golf, Sictom du Marsan et OT de Mugron.

Évolution sur les 8 dernières années :

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
communes	6	9	43	54	74	79	82	92
CDC	5	10	11	12	12	15	17	16
autres	7	12	17	17	20	26	28	31
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>69</b>	<b>83</b>	<b>106</b>	<b>120</b>	<b>127</b>	<b>139</b>

### **Le point sur l'avancée des projets :**

- 115 sites sont en ligne, soit 16 de plus que l'an passé ; ce qui représente une progression de 16,16%.

Il faut ajouter à cela :

- 14 livrés et qui devraient voir le jour dans les prochaines semaines.
- 10 en cours de développement.

NB : Malgré 2 sites en moins : Saint-Paul-lès-Dax et la fusion des Communautés des Communes de Roquefort/Gabardan.

### **Les refontes de sites :**

Nous poursuivons la refonte de nos sites les plus anciens. Il s'agit d'une refonte graphique totale. Cette année, 4 sites ont été concernés et 2 sont en prévisions.

### **Les évolutions réalisées en 2013 :**

Harmonisation des versions logicielles pour tous les sites.

### **Version mobile et smartphone :**

7 versions pour terminaux mobiles ont été réalisées, 1 version à venir.

### **Newsletter :**

À ce jour, 8 newsletters ont été réalisées ou sont en cours de développement.

### **Catalogue médiathèques (Orphée) :**

6 intégrations réalisées ou en cours (Pays Morcenais, Saint Jean de Marsacq, Cap de Gascogne, Pays d'Albret, Pays de Mugron, Médiathèque d'Aire sur l'Adour).

### **Paiement en ligne :**

Intégration du module TIPI sur 5 sites en 2013 (Ychoux, Linxe, Lesgor, Pays Tarusate et l'EHPAD de Souprosse) à ajouter aux 3 sites de l'an passé (Sanguinet, Lалуque et Grand-Dax).

### **Installation d'un nouveau module de statistiques :**

Ce nouveau module est directement accessible depuis l'interface d'administration. Il est possible de consulter ces statistiques depuis un Smartphone.

### **Assistance et support :**

Les demandes d'assistance et de supports courants s'amplifient au rythme du nombre de sites en ligne ou en cours de réalisation. Ces demandes sont formulées en majorité par email, les autres par téléphone.

Peu d'accès direct de nos adhérents à la plateforme d'assistance.

### **Projets en cours :**

Migration vers la nouvelle version d'eZpublish (v5)  
Intégration des agendas zimbra dans les extranets  
Intégration de la cartographie Igecom dans la syndication Tourinsoft (localisation des hébergements, positionnement du patrimoine naturel etc...)  
Modification du module météo  
Poursuite du travail de simplification de l'interface d'administration  
Refonte des flux CDT

### **Sites en prévision 2014 :**

Portail de la Communauté de communes du Pays Morcenais, CAUE, Clermont, Duhort Bachen, Bernède, Haut-Mauco, Misson, Sore, CC des Grand Lacs.

### **Les sous-sites et les extranets :**

Nombreux sont nos adhérents bénéficiant de sous-sites :  
Aire sur l'Adour : un portail « Associations »  
Parentis en born : portail Associations, Office de Tourisme, extranet  
CC de Montfort en Chalosse : Office de Tourisme, Musée de la Chalosse  
CC Pays d'Orthe : Abbaye de Sorde, Office de Tourisme  
CC Pays de Mugron : Médiathèque, Centre de loisirs  
CC d'Aire sur l'Adour : Médiathèque, CIAS  
CC Côte Landes Nature : Point Info Jeunesse, RAM  
CC Cap de Gascogne : Médiathèque  
Grand Dax : extranet  
Bias : camping municipal  
CC Pays Morcenais : Office de Tourisme, Médiathèque  
CC Pays-Tarusate/Souprosse : EHPAD de Souprosse  
SYDEC : extranet  
Saint-Sever : Comité des fêtes  
Francas : JPA, CGJ + tous les centres de loisirs (10)  
CC Pays d'Albret : CIAS, Enfance  
Sanquinet : extranet

Ce qui représente 27 sous-sites au total (sans les centres de loisirs des Francas).

Les sous-sites sont des sites Internet à part entière. Leurs réalisations représentent une charge de travail quasi-équivalente au site principal.

**Seuls les extranets peuvent faire l'objet d'une participation supplémentaire.**

### **Formation des agents du service :**

Séminaire atelier eZpublish de 2 jours à Montpellier  
Formation eZpublish v5 de 2 jours à l'ALPI

## **Dossiers transversaux suivis par l'ALPI**

- ✓ Plusieurs rencontres de structures départementales gérant l'informatique des communes ont eu lieu cette année, et notamment une rencontre nationale qui s'est tenue les 13 et 14 juin à La Rochelle.
- ✓ L'ALPI contribue activement depuis plusieurs années au groupe TIC de l'Association des Maires de France à raison d'une réunion tous les 3 mois, ainsi que des réunions de sous-groupes thématiques sur l'administration électronique.

- ✓ L'ALPI a participé aux journées du COTER-CLUB et à l'Assemblée Générale de l'ADULLACT les 4 et 5 Juin à Saint Etienne.
- ✓ Intervention lors des journées thématiques à Rennes, organisées par l'Association ECOTER le 31 Janvier sur le thème de l'Archivage.
- ✓ 4 réunions sur la signature électronique et la dématérialisation comptable se sont tenues à l'initiative de l'Association des Maires des Landes et de la DDFIP.
- ✓ Une convention de coopération renforcée a été signée avec la DGFIP le 15 Juillet pour la migration des collectivités landaises vers le PESV2.
- ✓ Cette année a vu l'aboutissement de conventions de services avec des partenaires d'autres départements sur des prestations ciblées comme l'ENT, la messagerie, les sauvegardes à distance.
- ✓ En 2013, l'ALPI a décidé d'adhérer à la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies), qui a créé un groupe de collectivités autour des contenus informatiques et de l'administration électronique. Cela permet à l'ALPI de siéger dans de nombreux groupes de travail thématiques (ACTES, archivage,...).
- ✓ Participation à de nombreux COPIL autour du projet ordi 2.0 porté par l'Association Bois et Services, afin de recycler et réutiliser le matériel informatique des collectivités.

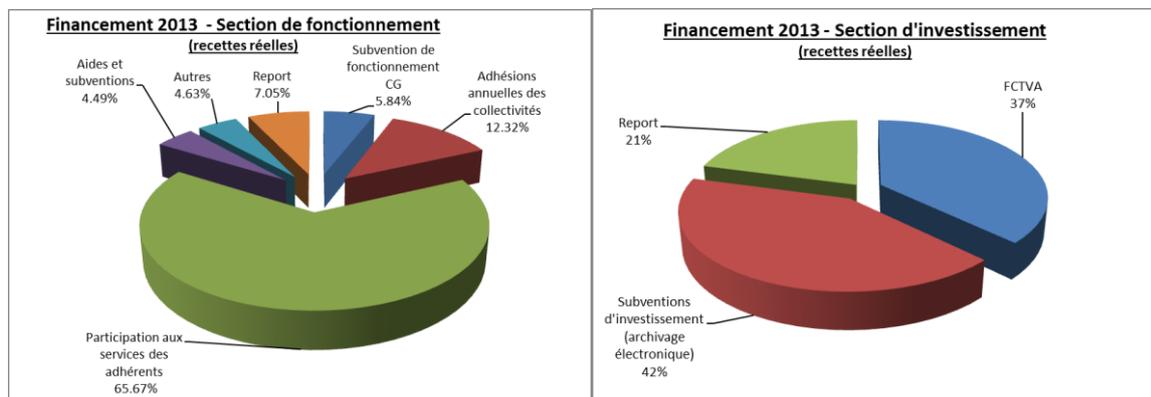
## Synthèse des éléments financiers

### RECETTES 2013

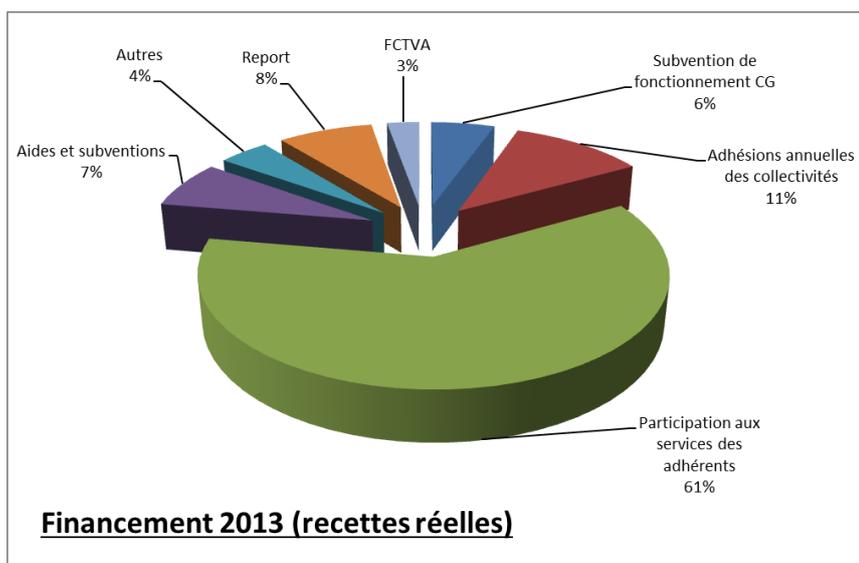
<b>Financement 2013 FONCTIONNEMENT (recettes réelles)</b>	
Subvention de fonctionnement CG	170 000
Adhésions annuelles des collectivités	358 305
Participations aux services des adhérents	1 910 411
Aides et subventions	130 697
Autres	134 644
Report	205 091
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 909 149</b>

<b>Financement 2013 INVESTISSEMENT (recettes réelles)</b>	
FCTVA	86 059
Subventions d'investissement (archivage électronique)	96 836
Report	47 937
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>230 832</b>



<b>Financement 2013 (recettes réelles) Toutes sections confondues</b>	
Subvention de fonctionnement CG	170 000
Adhésions annuelles des collectivités	358 305
Participations aux services des adhérents	1 910 411
Aides et subventions	227 533
Autres	134 644
Report	253 028
FCTVA	86 059
<b>TOTAL</b>	<b>3 139 980</b>

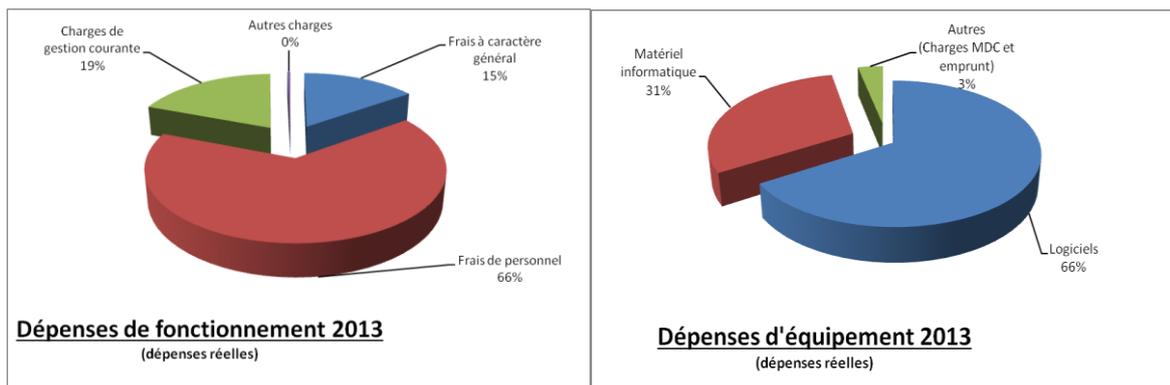


## DÉPENSES 2013

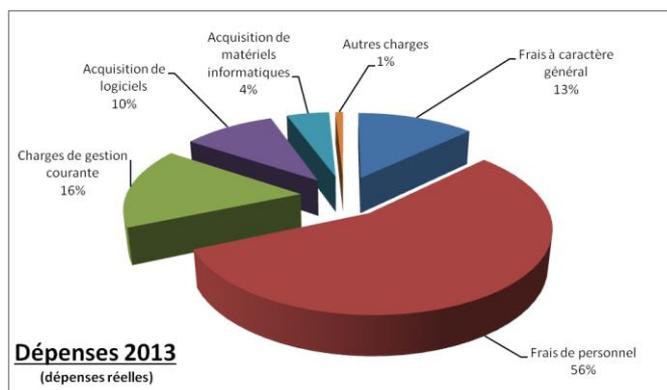
<b>Dépenses réelles</b>	<b>2013</b>
<b>Frais à caractère général</b>	<b>342 976</b>
<i>dont pièces informatiques</i>	52 987
<i>dont formations</i>	42 466
<b>Frais de personnel</b>	<b>1 488 933</b>
<b>Charges de gestion courante</b>	<b>425 827</b>
<i>dont charges MDC</i>	84 501
<i>dont maintenance matériel et logiciels</i>	341 325
<b>Autres charges</b>	<b>8 696</b>
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 266 432</b>

<i>Logiciels</i>	269 532
<i>Matériel informatique</i>	124 587
<i>Autres (Charges MDC et emprunt)</i>	13 454
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>407 573</b>

<b>TOTAL DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>2 674 005</b>
-------------------------------	------------------



DÉPENSES	2013
<b>Frais à caractère général</b>	<b>342 976</b>
<b>Frais de personnel</b>	<b>1 488 933</b>
<b>Charges de gestion courante</b>	<b>425 827</b>
<b>Acquisition de logiciels</b>	<b>269 532</b>
<b>Acquisition de matériels informatiques</b>	<b>124 587</b>
<b>Autres charges</b>	<b>22 150</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 674 005</b>



Le Président de l'ALPI, Henri EMMANUELLI

Fait à Mont-de-Marsan, mercredi 28 mai 2014